

L'Élysée, le 15 avril 2019.

**Françaises, Français,
Mes chers compatriotes,**

Je tenais à m'adresser à vous, ce soir, après plusieurs mois de débats et d'échanges partout en France.

Il me faut avant tout vous dire merci du fond du cœur d'avoir été si nombreux à participer, si sincères, d'avoir tant mis dans ce dialogue de votre vie, de vous-mêmes, de votre part de vérité, de votre vision du pays pour aujourd'hui et pour demain.

Jamais, nulle part, un tel dialogue n'avait été organisé, dans aucune autre démocratie du monde. J'y ai moi-même pris part et j'en ai aimé les échanges directs et apaisés.

Ce dialogue était justifié. Car les gilets jaunes qui ont été le déclenchement de tout cela, plusieurs centaines de milliers de nos concitoyens, mais soutenus par plusieurs millions d'entre nous, ont dit leur volonté de vivre une autre vie. Ils ont exprimé leur envie profonde d'être considérés, entendus, respectés.

Cet espoir, je ne le laisserai pas disparaître, ni par usure, ni par désintérêt, ni par détournement.

Ce que nous sommes en train de vivre n'est pas seulement un problème français. Nombre de démocraties dans le monde vivent des crises semblables. Je suis fier qu'en France nous affrontions cette épreuve par la délibération et par des choix clairs. C'est le meilleur remède aux violences auxquelles nous ne céderons rien. C'est pourquoi la réponse que la France apportera ne nous concerne pas seulement nous-mêmes !

Ce que nous traversons est une crise de la représentation, qui dit : « ceux qui nous représentent ne nous écoutent pas ! »

C'est une crise de l'efficacité, qui dit : « rien ne change ! »

C'est aussi et d'abord une crise de la justice ! C'est ce que j'ai le plus entendu pendant les débats : injustice sociale, injustice territoriale, injustice fiscale ! Cette injustice prend souvent la forme d'un sentiment d'abandon. J'ai entendu des voix que notre République n'entendait plus.

Je me souviens à Etang-sur-Arroux avoir entendu le témoignage poignant de ces jeunes filles et de ces jeunes garçons me parler de leur enfance blessée.

Je me souviens à Pessac ces femmes seules dire la détresse de leur vie, devant élever leurs enfants sans recevoir la pension alimentaire qui leur est due, et devant accepter un travail aux horaires brisés qui rend leur quotidien impossible.

Je me souviens à Bourg-de-Péage, ceux qui travaillent dans la grande ville mais ne peuvent y vivre, relégués à une heure de voiture, avec la charge du carburant, et la garde des enfants.

Tous ces destins, toutes ces vies, disent quelque chose d'une brutalité du monde contemporain, qui perd trop souvent la dimension humaine ! Le numérique est partout, les réseaux, dit-on, sont partout. Mais ce monde n'est plus humain, pour beaucoup de ceux qui le subissent.

Et pourtant nous sommes une des sociétés les plus riches du monde, et pourtant nous avons beaucoup de systèmes de solidarité. Mais les nôtres, nos amis, nos voisins, nos proches, ne le ressentent plus ainsi.

Et donc, nous avons un premier devoir : **nous devons penser et rebâtir un monde plus humain !**

J'ai entendu aussi que nous perdions progressivement le contrôle de nos vies et de nos destins en raison de choix des grandes entreprises et des grands investisseurs internationaux.

Au fond, s'est installée l'idée que ceux qui décident ne sont pas, ne sont plus les responsables politiques et économiques de notre pays.

Or ceci est insupportable pour un peuple comme le nôtre !

Nous devons donc fixer un deuxième but à notre action : notre peuple de citoyens, français et européen, doit retrouver le contrôle de son avenir !

Enfin, j'ai entendu la peur sourde de l'avenir, la peur que les parents ont pour leurs enfants : fera-t-il de bonnes études, trouvera-t-il encore du travail ? La peur que les adultes ont pour leurs parents : comment assurer la charge lorsque la dépendance viendra, le grand âge, l'infirmité ou Alzheimer ?

Et parfois on se résigne : dans certaines familles, il y a deux générations que les enfants ne trouvent pas de travail, et parfois, la précarité accompagne la vieillesse. Et la résignation, c'est pire encore !

Peur aussi face au réchauffement climatique et aux conséquences que déjà nous vivons. C'est cette pensée exigeante qui nous presse d'agir et qu'exprime notre jeunesse.

Le troisième but de notre action doit donc être de faire reculer la peur et progresser l'espoir réaliste d'un pays qui retrouve l'optimisme ou au moins la volonté !

Les Français ont parlé.

Ces sentiments exprimés par des Français au nom des Français, je les ai entendus, reconnus, ressentis, profondément partagés durant ces derniers mois.

La réponse à ces situations ne saurait être l'addition de recettes miracles, ou de mesures catégorielles. Non. Ce qu'il nous faut faire, mes chers compatriotes, **c'est rebâtir le projet de notre Nation, de notre République.**

J'y ai ma part à prendre, le gouvernement, les élus, les syndicats, les associations, et chacun d'entre nous a sa part à y prendre.

Nous avons à retrouver ce lien qui nous unit, qui fait que nous sommes toutes et tous Français, fiers de l'être, convaincus que nous avons comme nation une histoire à part et un destin unique.

C'est pourquoi ce que je souhaite entamer ce soir avec vous, ce n'est pas seulement une nouvelle étape du mandat que vous m'avez confié, mais un acte nouveau pour notre République. **Il ne s'agit pas de mettre un point final au grand débat, mais un point de départ pour l'avenir de notre pays.**

D'abord, donner plus de force à notre démocratie, au lien civique qui assure à chacun sa place et sa voix.

Vous voulez, je l'ai entendu, être mieux représentés.

Je partage cette conviction. Nous devons pour nos élections, en particulier au Parlement, avoir moins d'élus et un scrutin plus juste et significativement plus proportionnel. Afin que les grandes familles de pensée puissent être mieux représentées.

Vous avez raison de vouloir davantage participer. Beaucoup d'entre vous veulent élargir l'usage d'un référendum, et notamment que les citoyens groupés puissent en être à l'initiative. Cette disposition existe dans la constitution sous le nom de Référendum d'initiative partagée, mais il n'a jamais été mis en œuvre. Je suis favorable à ce qu'on puisse le rendre plus accessible, en en simplifiant les règles.

Je suis favorable à ce que les référendums d'initiative citoyenne puissent être organisés sur certains sujets d'intérêts locaux.

Mais je ne veux pas affaiblir la démocratie représentative. Je souhaite que nous consolidions la place et le rôle du Parlement, en particulier en matière de contrôle de l'action publique, et de lisibilité de son action.

Le Parlement qui représente le peuple et le représentera mieux encore doit trouver la plénitude de ses droits et être respecté. Le peuple des citoyens doit trouver la plénitude de ses droits et être respecté. Tout le monde le voit bien : il y a de nouveaux équilibres à trouver.

Cette réforme constitutionnelle recentrée sur la participation des citoyens et notre organisation territoriale sera soumise par le gouvernement au Parlement à l'été. J'attends des assemblées qu'elles puissent trouver un aboutissement cette année.

Enfin, vous voulez participer plus fortement à la décision. J'y suis favorable dès le mois prochain nous installerons une convention de 300 citoyens tirés au sort. Nous leur demanderons de travailler à la transition écologique et aux réformes concrètes à prendre.

Les maires sont les acteurs indispensables de notre République. Ils sont la République à portée de main. Les citoyens les connaissent et les estiment. Je les connais, les estime, et les admire. Je veux qu'ils puissent mieux décider et agir et qu'ils aient enfin un statut digne de ce nom.

J'ai ensuite entendu clairement un besoin de proximité, d'enracinement.

Je veux que s'impose pour l'État un nouvel état d'esprit : la confiance faite au terrain

C'est pourquoi j'ouvrirai un nouvel acte de notre décentralisation.

Je crois en l'État, qui en France a construit la Nation. Mais nous avons besoin sur tous les sujets du quotidien, de décider plus vite, plus simplement, plus clairement, au plus près de nos concitoyens. A ce titre, les compétences iront désormais avec les responsabilités, y compris démocratiques, et avec les financements qui leur correspondent.

Ce nouvel acte de décentralisation doit aussi nous permettre de trouver des solutions forcément différentes entre nos territoires d'outre-Mer, la Normandie, l'Occitanie et la Corse. Nous allons dans chaque région lancer un travail profond avec les élus et les forces vives afin de simplifier le millefeuille de notre organisation selon le modèle adapté à chacun.

Nous lancerons ce travail avec l'ensemble des élus. D'ici à la fin de l'année, nous devons avoir un nouveau projet de décentralisation et de différenciation. Il s'agit d'un projet de liberté locale indispensable à notre Nation.

Notre pays, notre terroir, nous y sommes attachés, sans doute encore davantage au fur et à mesure que tout s'accélère, tout s'uniformise dans le monde. Beaucoup sont obligés de bouger, bien sûr. Mais ce besoin d'enracinement qu'éprouve une grande partie des nôtres est un besoin de l'âme humaine.

Des décisions claires et fortes doivent répondre à cette attente. Beaucoup de nos concitoyens ont le sentiment que leur territoire est abandonné.

L'État s'engagera et prendra sa part en assurant la présence des services publics. J'ai décidé que jusqu'à la fin du quinquennat, sauf demande des maires, il n'y aura plus aucune fermeture d'école, aucune fermeture d'hôpital sur notre sol.

Pour se faire, je veux plus de fonctionnaires présents sur le terrain, avec davantage de responsabilités afin de prendre des décisions et d'apporter des solutions concrètes pour nos concitoyens, et moins de fonctionnaires à Paris pour écrire des normes ou créer des règles.

Plus de démocratie, plus de proximité et d'enracinement donc.

Plus de justice, aussi. C'est une nécessité et je l'ai entendue.

Le besoin de justice fiscale s'est exprimé fortement pendant tout ce débat.

Trop de Français ont l'impression que les plus favorisés, les personnes comme les entreprises, s'organisent pour échapper à cette obligation. L'évasion fiscale est une réalité, une optimisation fiscale excessive aussi. Cette réalité d'évasion de l'impôt mine l'adhésion à l'impôt.

Alors je le dis dans ma responsabilité de garant du fonctionnement de nos institutions : il faut sortir de ce soupçon ! Beaucoup a été fait en la matière par le Gouvernement et le Parlement mais je vais confier à la Cour des Comptes la mission d'évaluer précisément ces sommes qui échappent à l'impôt et de proposer des mesures précises pour qu'en France chacun respecte les mêmes règles.

J'ai entendu aussi combien la réforme de l'impôt sur la fortune, menée au début du quinquennat, était perçue comme un cadeau fait aux plus fortunés. Or cette réforme d'abord maintenait un impôt sur le patrimoine immobilier et ensuite avait un objectif : protéger et encourager l'investissement en direction de l'économie réelle, de la recherche, des usines, de la production. Sans investissement national, pas d'économie, ou une économie qui se vend peu à peu à des capitaux étrangers.

Cette partie de la réforme, je juge de mon devoir de la défendre.

Mais j'entends les réticences et les revendications. Je souhaite que dès le début de l'année 2020, il y ait une évaluation objective, sur la base de laquelle je m'engage à apporter toutes les modifications et corrections nécessaires.

Cette réforme, c'était une réforme pour produire, pas un cadeau pour les plus fortunés.

Et donc, si cette réforme ne produit pas de résultats, si nous n'attirons pas de nouveaux investissements, si nous ne poussons pas ceux qui ont de la fortune à investir dans l'économie, alors je me rendrai à l'évidence : cette réforme était inutile et je la corrigerai avec le même pragmatisme.

Il me semble que la meilleure méthode pour répondre au besoin de justice fiscale n'est pas d'augmenter les impôts de tels ou tels mais plutôt de baisser les impôts des classes moyennes. Elles ont été largement mises à contribution durant les dernières décennies. Je serai donc simple : pas de hausse d'impôt, des baisses pour ceux qui travaillent en réduisant significativement l'impôt sur le revenu. J'ai demandé au Gouvernement de

mettre en œuvre cette baisse d'impôt en la finançant par la suppression de certaines niches fiscales, la nécessité de travailler davantage et des réductions de notre dépense publique. Nous pouvons faire aussi bien en dépensant moins et donc supprimer nombre d'organismes inutiles. Alors nous pourrons rendre aux contribuables et notamment aux classes moyennes l'argent économisé. Cela sera une réalité dès le début de l'année prochaine.

Mais la plus grande injustice dans notre pays n'est pas celle des impôts, loin de là.

La plus grande injustice est l'inégalité du destin, c'est-à-dire la formation même des inégalités à la racine.

En effet, il faut six générations à un enfant né dans une famille modeste pour se hisser au milieu de l'échelle sociale. Imaginez, il est plus difficile aujourd'hui pour un enfant de paysans ou d'ouvriers d'accéder à la haute fonction publique qu'il y a trente ou quarante ans.

Notre modèle s'est enrayé et il est devenu plus injuste parce que nous avons en quelque sorte récréé une société de castes et de privilèges, où chacun n'a pas les mêmes opportunités. Nous devons continuer à investir massivement dans l'éducation et la formation. A tous les niveaux. A toutes les étapes de la vie. C'est ce qui est conduit depuis deux ans, avec le dédoublement des classes de CP et CE1 en zones d'éducation prioritaire, et que nous allons intensifier. D'ici la fin du mandat, partout sur le territoire, de la Grande Section de Maternelle au CE1, les classes accueilleront au maximum 24 élèves. Ce mouvement sera engagé dès la rentrée prochaine.

Nous devons aussi veiller sans attendre à ouvrir notre système qui suppose de revoir en profondeur nos manières de recruter, afin de donner à tous nos jeunes leurs chances en fonction uniquement de leur mérite et pas de leur origine sociale ou familiale. L'État se doit en la matière de montrer l'exemple. Si nous voulons bâtir une société de l'égalité des chances et de l'excellence républicaine, il nous faut refonder les règles du recrutement, des carrières et de l'ouverture de la haute fonction publique.

Je crois dans l'excellence républicaine et nous avons besoin d'une élite, de décideurs. Simplement, cette élite doit être à l'image de la société et être sélectionnée sur des bases exclusivement méritocratiques. C'est pourquoi nous en changerons la formation, la sélection, les carrières en supprimant l'ENA et plusieurs autres structures pour en rebâtir l'organisation profonde.

La justice sociale passera par l'école, le mérite, le travail.

Le grand débat a peu parlé de travail et de chômage. Or cela doit rester notre priorité. Le Gouvernement a mené plusieurs réformes et le nombre de chômeurs diminue. J'ai demandé au Gouvernement de poursuivre ces réformes avec la nécessaire

transformation de l'assurance chômage. Afin d'aller plus loin, j'ai décidé une mobilisation nationale avec les partenaires sociaux et associatifs pour le travail et l'accompagnement des transitions écologiques et numériques sur tous les territoires. Ils devront apporter de premières réponses en juin et terminer ce travail pour septembre.

Je souhaite qu'une première illustration se traduise rapidement : la prime mobilité pour les trajets domicile travail pourrait être prise en charge par les employeurs pour les salariés qui s'engagent à utiliser des modes de transport plus écologiques.

Afin que le progrès pour chacun se réalise par le travail, nous avons besoin que le travail paye davantage! Nous avons besoin de bons salaires, de revenus du travail améliorés.

C'est pourquoi, le 10 décembre dernier, j'ai pris des mesures importantes qui allaient dans ce sens. Ce sont au total 10 milliards d'euros pour les travailleurs et les retraités les plus modestes. C'est un effort inédit que nous devons poursuivre.

D'abord en retrouvant le sens de l'association du capital et du travail dans les fruits de l'entreprise. Chaque salarié doit avoir sa juste part de ce qui est produit. La participation et intéressement le permettent. Je crois même qu'on peut rendre les choses encore plus simples et directes : la prime exceptionnelle que nous avons créée à la fin de l'année dernière, sera pérennisée chaque année.

Une prime sans aucune charge et sans aucun impôt lorsque la situation de l'entreprise le permet, c'est la forme la plus claire de l'association des salariés à l'entreprise.

Et puis il y a la retraite. La retraite, c'est aussi du travail accumulé tout au long de la vie professionnelle.

Je sais tous les malentendus qu'il y a eu sur le sujet des retraites dans ces deux années. Je le regrette. Je veux que la considération pour les retraités se traduise par de la confiance et des règles claires.

Les retraites de moins de 2 000 euros seront réindexées sur l'inflation dès le 1er janvier prochain.

L'égalité des chances est bien à mes yeux la meilleure réponse aux injustices contemporaines. Mais nous ne sommes pas seulement une société d'individus. **Nous sommes une Nation solidaire dont la trame profonde est un lien entre nous Tous.**

La famille d'abord. Nous en avons besoin, elle a changé ces dernières décennies. Mais c'est là que nous nous construisons.

Je veux donc que nous redonnions une force à notre politique familiale. Les mères isolées, si importantes pour nos enfants et dans notre société, seront mieux protégées et l'État leur garantira les pensions alimentaires dues.

Notre solidarité se noue ensuite à travers notre école et notre système de santé.

C'est un sujet majeur sur lequel les Français sont largement revenus durant le débat. Une loi sur la santé est en ce moment au Parlement, elle s'accompagnera d'investissements nouveaux et de réponses concrètes aux déserts médicaux.

Notre solidarité nationale se noue aussi dans la mobilisation que j'ai lancée à l'automne dernier pour éradiquer la grande pauvreté.

Notre solidarité doit enfin faire face au vieillissement de la population et à la dépendance qui touche tant d'entre vous.

Je sais le souci et la charge des familles lorsque le moment vient d'entrer en EPHAD. Je sais le désarroi et l'inquiétude et nous allons devoir traiter ce sujet, en citoyens conscients et sérieux : les financements, les investissements, les embauches seront finalisés pour l'automne de cette année.

Pour cela, il est une condition indispensable : **il nous faut produire, être forts, conduire un projet agricole, industriel, écologique pour le XXI^e siècle.**

On ne pourra rien réussir dans notre pays en termes de solidarité si nous ne produisons pas davantage. Cela ne veut pas dire produire comme hier ! Mais si nous ne produisons pas, si nous ne gagnons pas de nouveaux marchés de biens et de services, nous ne serons pas une nation libre qui décide de son avenir, nous ne pourrons pas améliorer nos finances publiques, nous ne pourrons pas décider des solidarités que nous voulons.

C'est tout le pays qui doit se mobiliser derrière **notre projet productif et écologique.**

Pour cela, nous poursuivrons les réformes commencées. Nous allons fixer pour le pays un cap à 2025 et simplifier nos procédures, accélérer nos investissements en matière écologique et numérique. Cet agenda 2025 doit amplifier les initiatives et les réussites de notre pays et consolider la France comme **puissance agricole, industrielle et technologique.**

Les artisans, paysans, entrepreneurs, les salariés, les start-up y ont leur place. Et c'est maintenant.

Mes chers Compatriotes, ce projet national devra aussi être un projet de laïcité, de sécurité, d'ouverture au monde et de contrôle de nos frontières. Un projet national et européen permettant à la France de retrouver la maîtrise de son destin dans un monde de plus en plus incertain. J'y reviendrai dès mercredi.

Comme vous le savez, c'est un immense effort de refondation qui doit commencer, Tous les chapitres de notre vie nationale sont concernés. Mais j'ai une certitude : si la France ne porte pas, auprès de ses citoyens et de leurs familles, comme à la face du monde ce grand projet de résistance à la fatalité et à la loi du plus fort, personne ne le fera. Et notre pays ne supporterait pas cette résignation, cet abandon.

Il nous appartient chacun dans notre rôle de transformer la passion de dire de ces derniers mois en énergie de faire pour notre pays.

Ce qui nous attend, c'est un grand mouvement de confiance à retrouver, confiance entre nous, confiance en nous-mêmes, confiance en nos valeurs afin de bâtir un modèle plus humain, un modèle passionnément, profondément français.

Vive la République ! Vive la France !